

## L'open data est-il la clé?

La start-up française Liegey-Muller-Pons, célèbre notamment pour leur utilisation du big data à des fins électorales lors de la campagne d'Emmanuel Macron déclare posséder [16000Go de données](#) sur les préférences politiques des citoyens. **L'Open Data tente de proposer des solutions à cette utilisation trop opaque des données** : [Open Fisca](#), [Integrity Watch](#) ou encore [data.gouv](#) sont quelques exemples de plateformes mettant à disposition de nombreuses données difficilement accessibles autrement. La quasi-totalité des pays européens ont lancé des initiatives visant à rendre publiques les données administratives liées à l'état.

Néanmoins, cela nécessite une **présentation des données réfléchie et une éducation particulière à la lecture d'une telle quantité de données**.

En effet l'[Open Knowledge Fondation](#) juge nécessaire de créer "l'école des données", c'est-à-dire l'apprentissage de l'analyse raisonnée et non-militante des données présentées.

**Commentaire [1]:** what do you mean par ce mot "education"? ça par exemple: <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-166504-la-data-literacy-ou-la-culture-de-la-donnee-le-prochain-enjeu-de-nos-societes-2066367.php>

## Peut-on assurer à tous un accès aux Civic Tech?

Pour le politologue Clément Viktorovitch, dans une interview pour la revue [L'ADN](#), l'impact de ces technologies reste marginal car elles sont peu utilisées. Il est nécessaire d'instaurer une éducation à la participation si on veut augmenter leur impact.

De plus, on remarque que **la participation aux initiatives est faible et finalement assez peu prise en compte lors des décisions publiques**. C'est en effet ce qu'explique M.

Merchier dans un article de la revue [Le débat](#), intitulé *Vers la transdémocratie ?*

Par ailleurs, d'après une étude commandée par la CNDP ([Commission Nationale du Débat Public](#)) à TNS Sofrès en 2014, alors que 96% des français jugent important que les pouvoirs publics tiennent davantage compte de l'avis des citoyens, 49% sont opposés à l'utilisation d'Internet pour y parvenir.

**La consultation systématique via Internet éliminerait plus d'un quart de la population française du débat public, renforçant ainsi les inégalités entre villes et campagnes, et entre milieux sociaux.**

Si les Civic-Tech doivent réinventer, améliorer la démocratie, elles doivent **en priorité toucher les populations qui ont perdu foi en la démocratie: les abstentionnistes, les populations marginalisées et pas accentuer la fracture numérique existante**. Cela n'aura que pour effet de les isoler encore plus du système politique.

## Comment ne pas les réduire à un gadget?

Les technologies doivent relever les défis de la démocratie et ne doivent pas se limiter à être de simples gadgets technologiques. C'est l'avis de Valentin Chaput, membre du [think tank Point d'aencrage](#).

Selon lui, il faut rester attentif aux réalisations et aux impacts de ces technologies et services si on veut éviter qu'elles soient utilisées par les politiques pour donner seulement une **illusion de modernisation (éviter le "Tech-washing")**.

Le Think Tank Point d'Ancrage rappelle par ailleurs qu'il faut que les Civic Techs s'orientent vers la "nécessaire « politisation » de ces initiatives, c'est-à-dire la recherche de réponses concrètes à des problèmes réels et clivants plutôt que la poursuite des chimères de la neutralité, du solutionnisme technologique et de la chasse à la licorne".

La priorité est de permettre aux citoyens de **mieux s'informer, de collaborer aux décisions publiques et de s'organiser**. "Les institutions désirent améliorer la qualité et la transparence du service public et moderniser leur gouvernance, les citoyens attendent que de meilleures décisions soient prises avec eux, et les associations cherchent à valoriser leurs actions, accroître leur audience et leurs ressources." (citation de Valentin Chaput dans l'article du Monde, du 9 décembre 2016 intitulé *Quel est le « potentiel des nouvelles Technologies dans l'action publique » ?*)

Ces Technologies doivent être **le plus accessibles possibles et devenir des "common-Tech"**. Pour y parvenir, le Think Tank Renaissance numérique, auteur d'un rapport intitulé "[Démocratie mise à jour](#)", préconise par exemple l'utilisation du design stratégique afin de simplifier au maximum l'expérience utilisateur tout en donnant l'envie aux citoyens d'utiliser les plateformes mises à disposition.

## Qui doit les mettre en place et selon quel business model?

[Selon Stefaan Verhulst](#), chercheur reconnu et co-fondateur de GovLab, la question des Civic Techs est souvent traitée par des chercheurs selon **un point de vue académique mais peine à répondre aux questions concrètes des politiciens**.

Les politiques doivent récupérer le mouvement en utilisant eux-mêmes ces technologies. C'est le meilleur moyen d'introduire les Civic-Tech dans la démocratie et de montrer une ouverture, d'amorcer une éducation participative. Les politiques doivent lancer le mouvement en utilisant ces outils afin de **recréer un lien et une confiance avec les citoyens**. C'est le cas du logiciel NationBuilder pour faire du porte à porte virtuel ou des initiatives de Parlement et Citoyens.

Enfin, une grande partie des acteurs présents dans le paysage des Civic Techs base son financement sur les dons des adhérents ou de "philanthropes". Mais la diversité des financeurs doit être respectée [selon Clara Boudehen](#), chargée de mission au cabinet d'Axelle Lemaire, qui considère qu'**une vraie indépendance financière nécessite des subventions d'origine à la fois publique et privée, et un accès pour tous au détail du financement**.

**Commentaire [2]:** exemple de ce point de vue? Loïc Blondiaux par exemple?

## Les start-up Civic Techs nuisent-elles à la transparence?

Il est question de savoir si les Civic-Tech ne sont pas des **Civic-business**: les start-ups vont refuser de s'appliquer les principes de transparence qu'elles prônent pour la démocratie sur les questions de logiciels ou les questions purement économiques.

Il faut un **modèle économique numérique durable qui se différencie du modèle classique et des codes ouverts (en open source) pour fiabiliser les données**. En effet, des données modifiées et traitées mais dont on ne peut pas tracer les modifications sont finalement assez peu auditables. Pouvoir vérifier le traitement des données au sein des algorithmes est primordial.

L'aspect crucial des Civic-Tech, dans un souci de cohérence, est de **proposer un code source libre**. C'est ce que propose le mouvement [Regards Citoyens](#).

**Commentaire [3]:** Je rajouterais une dernière question, un dernier point sur l'État Plateforme qui est directement lié au civic tech et à l'open data (j'en parlais à Romain aujourd'hui). voir notamment leur argumentaire ici: <http://etatplateforme.modernisation.gouv.fr/> et une critique ici <http://www.lagazettedescommunes.com/323547/letat-plate-forme-vraie-source-de-services-publics-innovants-ou-cache-misere/>.

Ce pourrait être une super ouverture/conclusion lors de votre soutenance d'ailleurs.

